

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Lisez chaque jour notre série
en page 3, intitulée :

Contre le gouvernement Giscard-Barre.
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche.
Lutter dans l'unité.
S'organiser avec le parti des ouvriers et des
paysans, le parti marxiste-léniniste.

**Aujourd'hui : le PCF,
un parti bloqué sur la
même stratégie !**

Editorial

La santé n'est pas un luxe

Avant les élections et pendant les élections Giscard-Don Quichotte et Barre-Sancho Pança étaient partis en guerre pour présenter de nouvelles réformes.

Après les élections, le plan Barre III a été mis en place. Plus besoin de se cacher, il n'y a pas d'échéances électorales avant 1981, licenciements, restructurations, élimination des « canards boiteux » se succèdent à grande vitesse.

Parallèlement, « de nouvelles mesures dites sociales, outre la politique de concertation ont été mises sur pied ou vont l'être, tout particulièrement en ce qui concerne la Sécurité sociale (voir article page 2).

Ces mesures visent une fois de plus à pénaliser le peuple qui pour eux, vit au-dessus de ses moyens, se soigne trop.

La politique en matière de santé, du gouvernement est de plus en plus impopulaire. Ces travailleurs du secteur hospitalier, entre autres, en prennent de plus en plus conscience. Dans les hôpitaux, pour gagner du fric on limite les médicaments. Les pharmacies des hôpitaux sont rationnées, on vend des médicaments cher aux malades. On pratique la politique de la rentabilité à grande échelle : limitation du personnel au minimum, embauche d'intérimaires et de vacataires. Et les hospitaliers refusent cette politique d'austérité, exigent plus d'effectifs, des salaires décent, veulent soigner les malades dans de bonnes conditions. C'est pourquoi leur lutte ne prend que davantage de relief avec les nouvelles mesures sur la Sécurité sociale.

La santé du peuple est plus importante que toutes les Simone Veil de la terre. Le manque d'effectifs conduit de fait à mettre en danger la vie des malades (4 morts en quelques mois) la lutte des travailleurs hospitaliers, c'est la lutte de tous les travailleurs pour une médecine débarrassée du profit capitaliste, pour que les hôpitaux et autres lieux de soins soient au service des travailleurs, pour que les hôpitaux ne soient plus des lieux où on répare les travailleurs avant de les renvoyer dans les bagnes capitalistes comme veut le faire encore davantage Simone Veil.

La santé n'est pas un luxe, c'est une nécessité, le travail n'est pas un luxe, c'est un droit, la retraite ne signifie pas que les travailleurs doivent mourir le plus vite possible.

Nous devons refuser l'augmentation de notre participation au chômage (0,60 % du salaire au lieu de 0,48 %) : il faut du travail pour tous. Tous les médicaments doivent être remboursés à 80 % et le nombre des maladies professionnelles indemnisées à 100 % doit augmenter en fonction d'une pollution grandissante, de l'utilisation de produits de plus en plus toxiques.

Nous devons exiger tout cela. Il faut des pensions correctes pour les vieux travailleurs et la disparition des mourroirs comme à Nanterre et ailleurs.

LE MUNDIAL EST COMMENCE

Mises en garde en Argentine Manifestations en France

Ça y est, nos 22 héros sont arrivés à Buenos-Aires, l'accueil a été glacial. Pendant ce temps, des manifestations ont eu lieu à Nancy, Grenoble, Dijon. A Grenoble, ils étaient 800. A Dijon, les flics ont durement tabassé, à Paris, ils ont mis des militants du COBA en état d'arrestation de 14 h 30 à 20 heures mercredi après-midi. Toutes les manifestations ont été interdites comme quoi Giscard ne soutient pas Videla et comme quoi l'action du COBA n'a pas d'écho dans les masses.

Pendant ce temps-là, en Argentine, la junta a convoqué les directeurs des agences de presse internationale et nationale pour les mettre en garde contre « toute complicité volontaire ou involontaire avec la subversion ».



A propos de la Conférence franco-africaine *Concentrer l'essentiel des coups sur la cible principale*

L'impérialisme français a conservé de multiples liens (économiques, militaires, culturels...) avec ses anciennes colonies dites d'Afrique francophone. Qu'il veuille les conserver et même les consolider (y compris par la force comme au Tchad ou en Mauritanie), cela est indéniable, c'est dans sa nature même d'impérialiste. Il en est de même des autres anciennes puissances coloniales en Afrique. Mais

ces faits ne doivent en aucun cas cacher la réalité survenue ces dernières années. L'URSS, devenue superpuissance impérialiste, mène une offensive gigantesque à l'échelle mondiale, notamment en Afrique, réduisant les USA eux-mêmes à la défensive.

Le continent africain recèle de très grandes richesses naturelles et approvisionne l'Europe en nom-

breuses matières premières. C'est là d'un double intérêt stratégique pour la superpuissance russe :

— Pillier les matières premières pour se renforcer économiquement.

— Asphyxier l'Europe économiquement en lui coupant les vivres pour faire pression sur elle et l'amener à capituler. C'est également un moyen de pression face à son rival américain qui

domine en Europe de l'Ouest. Car il ne faut pas oublier que l'Europe est le point-clé de la rivalité soviéto-américaine pour la domination mondiale.

L'URSS domine déjà toute la partie Est de l'Europe et veut prendre l'Europe de l'Ouest en tenailles. C'est pourquoi elle s'attaque avec tant de ténacité et de force à l'Afrique. (Suite page 8)

Informations générales

Débat sur la Sécurité sociale
à l'assemblée nationale

Des petites mesures qui cachent des objectifs plus vastes

La nouvelle Assemblée nationale a entendu mardi l'énoncé par Simone Veil de la politique « sociale » du gouvernement et des mesures envisagées pour la Sécurité sociale. Rien de bien nouveau dans ces déclarations.

La politique gouvernementale est un dosage d'austérité sur le plan de la santé, agrémentée de petites réformes à la Giscard. Les unes et les autres sont directement liées à la crise économique et à la restructuration que gouvernement et capitalistes entendent mener à bien sur le dos des travailleurs.

La politique « sociale » du gouvernement comporte trois axes :

1) « La maîtrise des dépenses de santé » : sous ces termes alambiqués, il s'agit de diminuer tout d'abord le nombre des gens qui vont se faire soigner à l'hôpital. La bourgeoisie prétend que trop de Français (et surtout des travailleurs) se fréquentent trop facilement. La stabilisation, puis la réduction du nombre de ces gens doit permettre de réduire les coûts de la Sécurité sociale et son « déficit ». Dans le même ordre d'idée, le gouvernement veut réduire la consommation de médicaments en diminuant le nombre de ceux qui sont remboursés et en augmentant leur prix.

2) La famille : Simone Veil a souligné que c'était une des grandes priorités. Cela se traduira en premier lieu par une « revalorisation » du pouvoir d'achat des prestations familiales de ... 1,5 %. Faramineux ! Les familles nombreuses, elles, bénéficieront d'un complément familial égal au minimum à 1 000 F par mois. Enfin les congés maternités seront prolongés de trois mois.

Ces mesures seront complétées par d'autres destinées à inciter les mères de famille à rester chez elles. Ainsi serait instituée une assurance-vie pour la femme au foyer. Le gouvernement, en assurant un minimum de ressources à la femme au foyer, veut éviter qu'elle ne cherche un emploi. Il s'agit donc de camoufler une partie du chômage.

3) Personnes âgées : A l'égard des personnes âgées, il est question d'accélérer le versement de pensions et retraites et de les revaloriser. Tout cela reste vague et peu

compromettant.

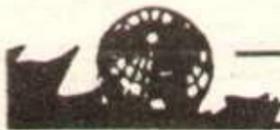
LES PREMIERS EFFETS DE L'AUSTÉRITÉ SUR LA SANTÉ

Dans son discours, Mme Veil s'est félicité qu'après des années de « déficit », la Sécurité sociale ait pu, l'an dernier, équilibrer son budget. Ce sont les mesures de restrictions sur la santé des gens qui en sont la cause a-t-elle avoué en termes voilés. A l'avenir, la politique gouvernementale vise à poursuivre cet effort, à rendre les soins, les médicaments plus chers, à rendre l'accès à l'hôpital plus difficile. Tel est l'axe principal de la politique gouvernementale. Pour le moment il n'est pas question d'augmenter les cotisations jusqu'en 1980. Le pouvoir a choisi d'agir par petits coups et avec prudence.

SOIGNER EN PRIORITÉ LES PROFITS

Et pourtant, à long terme, l'objectif est bien plus vaste que les quelques mesures annoncées. Si les dépenses sociales restent au niveau actuel, cela va asphyxier le redéploiement de son économie, l'investissement et la compétitivité. Ces petites mesures préparent de nouvelles options bien plus dangereuses destinées à transformer les fonds qui permettent aux travailleurs de se soigner tant bien que mal (les fonds de la Sécurité sociale), dans la poche des capitalistes qui pourront soigner leurs profits.

Pour la bourgeoisie, le choix ne fait pas le problème. La santé des travailleurs doit être sacrifiée à celle des profits capitalistes.



• Israël

Une politique contestée, de plus en plus

Israël connaît à l'heure actuelle de grandes difficultés tant du point de vue politique qu'économique. De plus en plus isolée au niveau international, elle a du mal à faire face à la situation qu'elle a créée au Sud-Liban.

Son désir de voir les Palestiniens rejetés du Sud-Liban, condition que les sionistes imposent pour quitter cette région, n'arrive pas à se concrétiser, loin de là. Que ce soient les Palestiniens ou le gouvernement libanais, ils ont tous affirmé que le problème, à l'heure actuelle, est le retrait des Israéliens du Sud-Liban et quant au droit ou non des Palestiniens d'être au Sud-Liban, c'est l'affaire de la Résistance palestinienne et du gouvernement libanais et non celle de l'ennemi sioniste.

DES DIFFICULTÉS INTERNES DE PLUS EN PLUS GRANDES

La crise économique qui sévit dans ce pays accroît le mécontentement contre le gouvernement de Begin. Récemment, des grèves ont secoué l'État sioniste. Le mécontentement se concrétise également dans la constitution d'un mouvement dit « Mouvement pour la paix maintenant » qui rejette la politique étrangère menée à l'heure actuelle : l'agression et l'occupation du Sud-Liban ainsi que la politique des implantations dans les territoires occupés. Le gouvernement sioniste

a effectué un sondage par l'intermédiaire de l'Institut des recherches sociales de l'université de Jérusalem. On sait à quel point un sondage peut être truqué et toutefois il apparaît que près de la moitié (46 %) des Israéliens considèrent que la situation en Israël est mauvaise. Enfin, plus du tiers de la population n'est pas d'accord avec la politique étrangère.

Pourtant, le gouvernement sioniste ne laisse rien au hasard pour mener à bien sa propagande. Après avoir créé un mouvement « La paix dans la sécurité » pour contrebalancer le « Mouvement pour la paix maintenant », il vient de monter une nouvelle organisation « La vraie paix » qui a pour but de soutenir la politique expansionniste d'Israël et de montrer que tous les intellectuels ne sont pas « contestataires », ce mouvement étant le fait de professeurs.

Difficultés aussi dans l'armée. Un jeune soldat israélien s'est suicidé à la suite de brimades dont il a été victime.

Un général de réserve, chargé de vérifier les plaintes des soldats, a déclaré lundi que « le harcèlement moral des recrues » était

« un phénomène courant », les instructeurs pensant que « c'est le meilleur moyen d'endurcir les soldats ». En Israël, tout ne va pas très bien...

TOUJOURS PLUS D'IMPLANTATIONS EN TERRE ARABE

Bien que cette politique n'ait jamais cessé, elle prend aujourd'hui une grande ampleur tant par l'envergure des implantations prévues que par le bruit qui est fait autour. Deux points de vue opposent les dirigeants de l'État sioniste.

Le plan du ministre de la Défense, Weizman, envisage la construction de six grands centres urbains pouvant accueillir 150 000 à 160 000 personnes. Le but : renforcer, par la présence d'Israéliens, la zone entourant Jérusalem. Ce plan dépasse de beaucoup tout ce que les sionistes ont pu faire dans les territoires occupés.

Le ministre de l'Agriculture, Sharon, préfère à ce plan un autre qui prévoit la création de dizaines de petits points de peuplement disséminés à travers toute la Cisjordanie.

De toute manière, ces

deux plans reviennent au même : empiéter toujours plus sur les territoires arabes occupés. Dans le même temps, le conseiller juridique d'Israël est en train de se creuser la tête pour justifier les réquisitions de terres arabes en Cisjordanie. Telle est la tâche qui lui a été confiée à la suite de protestations des Cisjordaniens. Il semble que l'excuse que le gouvernement reprendrait à son compte se résume en ces termes : « Les implantations sont indispensables à la défense nationale », donc c'est conforme à la législation internationale même si celle-ci interdit à toute puissance occupante le peuplement de territoires occupés. Malgré tout, l'opposition à cette politique grandit.

Israël doit aussi faire face aux luttes du peuple palestinien en Cisjordanie, lutte qui s'est développée depuis l'agression israélienne au Sud-Liban. Sur la défensive, l'État sioniste essaie de poursuivre et même de renforcer une politique expansionniste pour sortir de la crise profonde qui le traverse. Les obstacles se lèvent toujours plus nombreux.

• Pérou

Deuxième jour de grève générale

Pour la deuxième journée consécutive, les activités au Pérou ont été totalement paralysées par une grève générale de 48 heures déclenchée pour protester contre les augmentations de 60 % des principaux produits alimentaires, mardi 16 mai. Lima et les principales villes du pays apparaissent comme des villes mortes où seuls les tanks de l'armée circulent, et ce, malgré le décret qui a proclamé la grève « illégale », l'état d'urgence et la suspension des garanties constitutionnelles et qui expose les grévistes aux plus sévères condamnations.

La radio diffuse constamment un message rappelant que l'armée a ordre de tirer sur quiconque viole le couvre-feu ou tente de provoquer des incidents. Le couvre-feu, décrété la veille, a été avancé de deux heures. La police et l'armée l'ont mis à profit pour défaire les barricades dressées par les manifestants sur les princi-

pales artères de Lima. Mais dès les premières heures du matin, elles avaient repoussé.

A Huancavelica, dans le sud-est du pays, les habitants des bidonvilles de la périphérie ont violemment riposté aux forces de l'ordre. Les manifestants ont dynamité la prison, la banque nationale, la gare et les bureaux du Système national de mobilisation sociale : organisation gouvernementale d'encadrement de la population.

Depuis mardi dernier, les affrontements avec la police ont fait vingt-et-un morts, selon des chiffres officiels, et de nombreux blessés tandis qu'un millier de personnes ont été arrêtées.

A Arequipa et Cuzco, les deuxième et troisième villes du pays, la grève qui a débuté mardi dernier a été déclarée illimitée tandis qu'à Lima le comité de grève clandestin étudie la possibilité de poursuivre la grève générale au-delà de 48 h.

Violents combats en Érythrée

De violents combats font rage en Érythrée autour des centres de Barentu, Iddi et Rama, a annoncé mardi à Rome un porte-parole du Front populaire de Libération de l'Érythrée.

Les Éthiopiens, a-t-il ajouté, en dépit de bombardements intenses autour d'Asmara et Massawa, ne sont pas parvenus à briser la résistance des Érythréens.

Les forces éthiopiennes, selon le FPLÉ, continuent

à lancer « des centaines de bombes » sur les villages autour d'Asmara, faisant de nombreuses victimes dans la population civile.

Tout en déclarant qu'il n'était pas en mesure de fournir des données précises sur les pertes humaines, le porte-parole du FPLÉ a affirmé que souvent, les forces d'Addis Abeba ont été contraintes de se retirer et ont laissé de nombreuses armes sur le terrain.

Jonas Savimbi :

« un réel danger russe sur l'Afrique »

M. Jonas Savimbi, leader de l'Unita, (Union pour l'indépendance totale de l'Angola) un des mouvements de libération angolais, dont on avait annoncé puis démenti lundi soir l'arrestation par des rebelles katangais, estime qu'il « existe un réel danger russe sur l'Afrique ».

Dans une interview diffusée mardi matin par « Europe 1 » qui confirme le démenti apporté par l'Unita à son arrestation, M. Savimbi a ajouté : « Je ne pense pas que l'Occident soit en train de juger exactement l'ampleur et la profondeur des intentions des Russes pour contrôler l'Afrique. Il va de soi que

les matières premières qui alimentent l'industrie de l'Europe seront un élément de pression dans les mains des Russes », a-t-il poursuivi.

Concernant les événements du Shaba, le dirigeant de l'Unita estime qu'il faut replacer « cet accident grave » dans son vrai contexte et expliquer à l'opinion européenne ce qui se passe réellement en Afrique. « Les gens sont traumatisés, ils vont encore penser, comme en 1960, que l'Afrique est mal partie alors qu'elle n'est pas mal partie. Mais le danger aujourd'hui, c'est l'intervention soviétique », a-t-il conclu.

FETE POPULAIRE DU «CRI»

Le 4 juin 1978 Pignan (Hérault)



Il n'y aura pas de critique du Comité central

« Il n'y aura donc pas d'exclusion ? » demande un journaliste à Marchais à sa descente d'avion, mardi, de retour du Mexique.

« Je l'ai déjà dit. Et d'ailleurs de ce point de vue, il est singulier de lire dans le texte dont vous parlez (celui des 310 intellectuels - NDLR) que nous serions en retrait par rapport à une certaine période... » répond l'auteur du rapport au dernier Comité central.

Il est vrai qu'à une certaine époque, on excluait du PCF tout contestataire, de droite ou de gauche. Disons qu'il en fut ainsi jusqu'en 1970. Il est possible que cette contestation-ci ne se termine pas par des exclusions.

Cela ne peut vouloir dire que le débat aura été mené de façon démocratique. Il ne l'est pas au sein des cellules : dans toutes les cellules où il y a une signature du texte des 300, un cadre du parti est maintenant envoyé pour assister aux réunions : l'œil de Marchais ; il ne l'est pas au sein des individus : les pressions personnelles et les démarches se multiplient auprès des signataires ; il ne l'est pas tout simplement parce que jamais il ne fut lancé au sein même du PCF, pour tout le parti, de la base au sommet.

Si le débat n'est pas démocratique, c'est bien une question profonde. Ou un parti est communiste et il n'a pas peur de reconnaître ses erreurs, d'en discuter (y compris avec les masses à certains moments) et de se corriger. Ou un parti n'est pas communiste et, en ce cas, il cache ses plaies, ses dirigeants font tout pour garder leur place, étouffer le débat, une fois en lançant l'anathème, une fois en récupérant telle ou telle critique.

Mais il n'y aura pas d'autocritique véritable du PCF. Les citations de ses principaux dirigeants (que nous relevons ici) l'annoncent clairement, alors qu'il y a plus de deux mois que les mêmes questions sont posées, publiquement ou en privé, avec insistance et inquiétude.

Voilà pourquoi il est vain d'espérer réformer le PCF. Les militants qui, il y a plus de dix ans, furent exclus comme « pro-chinois » en ont fait l'amère expérience. Ils posaient à cette époque déjà bien des questions que posent les contestataires aujourd'hui, militants de base ouvriers mais aussi intellectuels. Allant jusqu'au bout de leur démarche, ces militants révolutionnaires ont créé, à la fin de l'année 1967, le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

La controverse au sein du PCF

« Une attaque frontale contre la politique du parti et de sa direction »

La contestation se poursuit au sein du PCF avec une force constante qui pourrait même étonner, si l'enjeu pour les militants de ce parti n'était pas si grande.

Un nouveau texte vient d'être publié, signé par 13 scientifiques, dans le « Monde » daté du 25 mai.

INQUIETS MAIS CONVAINCUS

Décidément le « Monde » a bien mauvaise presse aux yeux des dirigeants du PCF. Comme le relève Thierry Pfister, Laurent Salini a accusé ce journal d'être l'organisateur et le lieu de rencontre des contestataires du PCF.

Non sans ironie, Pfister relève : « A l'en croire (Salini) « Le Monde », en fidèle disciple de Lénine jouerait, envers le PCF le rôle à la fois de propagandiste, d'agitateur et d'organisateur collectif ». On sait que ce sont là des caractéristiques que Lénine réservait au journal du Parti communiste... et que Salini consacre lui au journal « Le Monde ».

Quant à la lettre des 13 scientifiques contestataires,

elle déclare que ses signataires sont à la fois inquiets et convaincus. « Nous concluons en disant notre conviction que le parti communiste saura dépasser la délicate situation actuelle pour aller de l'avant, au service du changement démocratique, montrant ainsi sa force de grand parti révolutionnaire et démocratique, national et moderne », dit le texte.

REFORMER LE PCF

Le but de cette lettre est donc toujours de réformer le PCF, de poser les vraies questions, certes : pourquoi la stratégie électorale suivie a-t-elle mené à l'impasse, ou du moins à l'échec du 19 mars, mais de poser ces questions dans l'esprit de la ligne du PCF, de son 22e congrès.

Cette lettre comme celle des 300 intellectuels (que nous avons reproduite hier)

pose aussi la question, vitale, du rapport des intellectuels et de la classe ouvrière au sein du PCF aujourd'hui.

« La situation est grave pour la capacité d'action de notre parti en faveur des travailleurs manuels et intellectuels, pour son unité, sa cohérence, sa force, son audience, sa crédibilité. Elle est très préoccupante en ce qui nous concerne le plus directement : la place qu'occupent en son sein les intellectuels », écrivent les signataires.

LA RÉPONSE DU COMITÉ CENTRAL

Bien que les questions que posent publiquement tous les intellectuels contestataires se situent explicitement au sein de la ligne du PCF et qu'ils déclarent ne pas vouloir quitter le parti mais le réformer, en améliorer la ligne, le Comité central n'en est pas moins dur et intransigeant dans ses réponses et ses réflexions à leur égard.

Citons en vrac quelques phrases typiques :

— Paul Laurent : « Les directions ont un rôle, celui de diriger. Elles sont élues pour cela. Quelques communistes en sont arrivés à le nier » (« France Nouvelle »)

— Salini : « Les contestataires mettent sur pied des liaisons horizontales qui, en dehors de la période des congrès, substituent les luttes de groupes au libre débat mené entre les communistes » (« L'Humanité »).

— Marchais : « Je ne vois donc pas ce qui peut nous (il parle de la direction du PCF-NDLR) être reproché. Ce que je constate, c'est qu'Ellenstein et Althusser, qui combattent, l'un de droite, l'autre de gauche la politique du 22e congrès, se sont retrouvés pour combattre la direction de leur parti » (interview).

— Terminons par une dernière citation de Paul Laurent : « Certains articles écrits par quelques membres du parti dans la presse adverse constituent une attaque frontale contre la politique du parti et sa direction » (« France Nouvelle »).

MEETING-DÉBAT

Vendredi 9 juin à 20 heures

Organisé par le « Collectif pour l'Information et la Popularisation des luttes polynésiennes ».

Et soutenu par : Le Foyer Kanak en lutte, le GRS, l'Humanité rouge, la LUA, l'OCFml, l'UCFml, l'UEG.

Projection de diapos sur le « Mythe de la Polynésie ». A l'auditorium de l'INODEP 34, avenue Reille - 75014 Métro Cité Universitaire

* Les tracts d'appel au meeting sont disponibles dès vendredi à l'ILN.

Pour toute correspondance, téléphonez au numéro suivant :

205 51 10

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre, Pour sortir de l'impasse des partis de gauche Lutter dans l'unité, S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Profession

Contre le gouvernement Giscard-Barre
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,

S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste



UN PARTI BLOQUE SUR LA MEME STRATEGIE !

Quand le PCF a défini sa stratégie d'union du peuple de France, il avait pour but de réaliser « L'union en un puissant rassemblement majoritaire de tous les hommes, de toutes les femmes qui ont intérêt au changement », selon le 22e congrès.

Quant au Programme commun, le même congrès signalait : il « constitue la base sur laquelle notre peuple peut aujourd'hui se rassembler ».

C'était l'achèvement de toute une évolution du PCF qui l'amenaient à la définition confirmée de cette ligne stratégique. Les 12 et 19 mars derniers, les élections consacraient l'échec de cette stratégie.

Aujourd'hui, Marchais et tout le Comité central (paraît-il unanime) redisent bien fort « Oui au 22e congrès ». La ligne stratégique reste la même, quelques soient les questions que posent les contestataires.

C'est un fait évident qu'il ne pouvait en être autrement : la direction du PCF non seulement ne veut pas, mais encore ne peut pas changer de stratégie.

A partir du moment où elle basait toute l'activité du PCF sur le passage pacifique au socialisme, sur les élections pour gouverner, la direction du PCF condamnait le parti à chercher des voix, dans le cadre du système électoral et pour un objectif électoral : un gouvernement de gauche à la tête d'une France capitaliste.

Pour gagner ces voix lors des élections bourgeoises, il a fallu faire concessions sur concessions aux classes et couches moyennes, ce fut l'abandon de la dictature

du prolétariat en même temps que la définition de l'union du peuple de France. Ce fut aussi les concessions successives au PS pour qu'il accepte de signer le Programme commun puisque c'est le PS qui devait apporter à la gauche ces fameuses classes et couches moyennes.

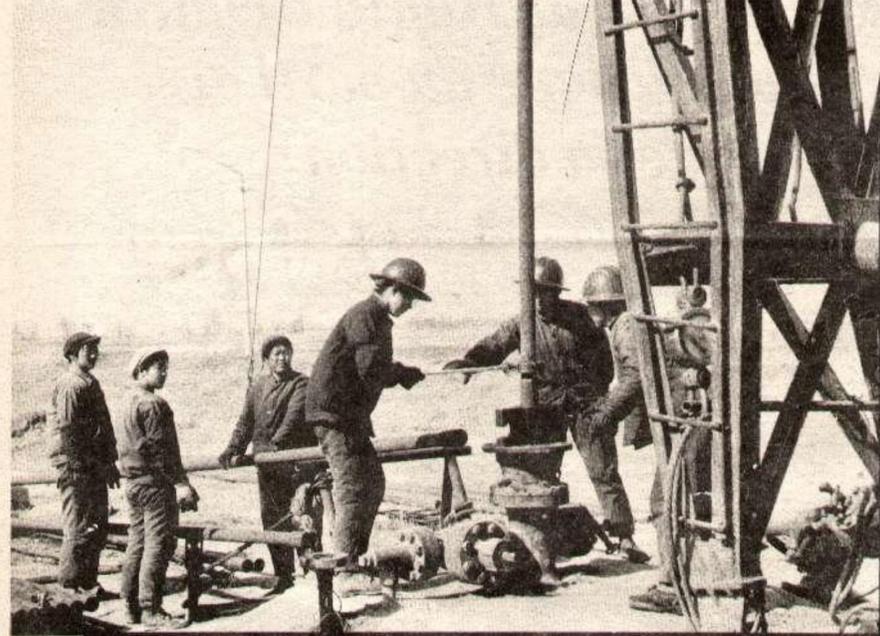
Cette double conception opportuniste de l'unité est aujourd'hui remise en cause par certains militants, mais pas par le Comité central. Tout ce que peut ouvrir comme perspectives le rapport de Marchais au dernier Comité central, c'est de repartir comme avant, mais en ajoutant là une phrase sur l'unité à la base, ici, sur les comités d'union du peuple, là encore, sur l'unité dans l'action.

Mais on reste toujours dans le cadre de la même politique : union du peuple de France et Programme commun. Comment en serait-il autrement ? Jamais les dirigeants du PCF ne remettront vraiment en cause leur stratégie de passage pacifique, électoraliste. Car ce serait remettre en cause l'existence-même du PCF, dont c'est la ligne fondamentale.

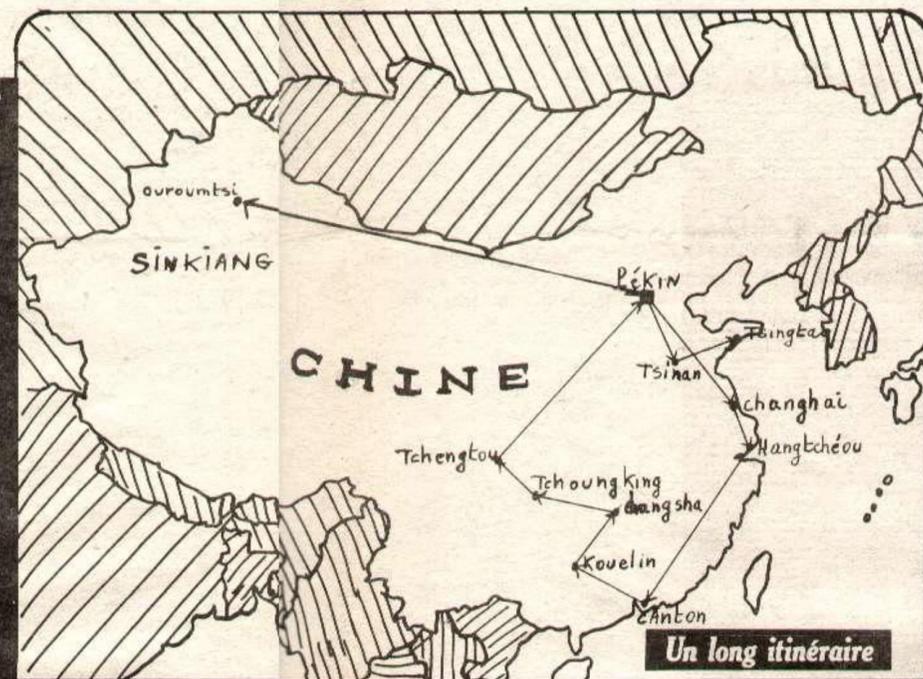
Pourtant cette unité du peuple, il faut la faire. Ces classes moyennes, il faut les gagner à la lutte du prolétariat. Si la ligne opportuniste du PCF ne peut le faire, une ligne révolutionnaire peut y arriver. C'est ce que nous commencerons à présenter dans une troisième série d'articles sous la même rubrique. Cette troisième série d'articles montrera de quelle unité le peuple a besoin.

Philippe LECLERC

Chaque jour, dans l'Humanité Rouge, une page d'articles, interviews et reportages ramenés de Chine



Equipe de femmes, au champ pétrolier « Victoire »



DES JOURNALISTES RACONTENT ... UN MOIS DE REPORTAGE EN CHINE

(A l'invitation du Quotidien du peuple, organe central du Parti communiste chinois)



Peintre dans un parc



Le Sinkiang : un désert mais aussi de hautes montagnes



Bonze dans un temple du Setchouan



Avec les paysans de la brigade de Guan

LA CHINE AUJOURD'HUI

Pays socialiste, la Chine est un pays du tiers monde. Quelles conséquences ?
 Production et modernisation. Quel enjeu pour la Chine ?
 L'organisation du travail, les salaires, la question des primes.
 Comment vivent les Chinois dans les quartiers ? Quels loisirs ont-ils ?
 Où en sont les sciences, la culture, l'enseignement ?
 Les communes populaires, la vie des paysans.
 Les minorités nationales.
 La religion est-elle autorisée en Chine ?
 Quelle était la politique de la bande des Quatre ? Pourquoi a-t-elle été condamnée ?
 Que penser de la Révolution culturelle ?
 Pourquoi des cadres vétérans, critiqués, reviennent-ils à des postes de responsabilité ?
 Cadres vétérans et continuateurs.

Voilà quelques-unes des questions auxquelles nos journalistes répondront, faits, interviews et reportages à l'appui dans cette série d'articles.

(Affichez cette double page près des usines, dans les quartiers, à proximité des kiosques)

ABONNEZ-VOUS A L'HUMANITÉ ROUGE QUOTIDIEN
 BP 61 75861 Paris Cedex 18
 CCP 30 22672 D La Source

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Pendant la durée de la série sur la Chine jusqu'en juillet, les lecteurs qui s'abonneront, pour au moins six mois, recevront, selon leur choix, le livre « Dix syndicalistes en Chine » ou « Le Printemps révolutionnaire de Mai 1968 » écrit par Jacques Jurquet.

ABONNEZ-VOUS A L'HUMANITÉ ROUGE BIMENSUEL
 Recevez gratuitement, en nous écrivant, quatre numéros du bimensuel, sans engagement de votre part.



LEP: PAVILLON-SOUS-BOIS : NON AU LICENCIEMENT DES MAÎTRES-AUXILIAIRES

- Novembre 1977, devant trois témoins, M. Cordesse, inspecteur de l'enseignement technique, brutalise un maître-auxiliaire.

- Mars 1978, un maître-auxiliaire de menuiserie, à juste titre, s'oppose, pour des raisons pédagogiques, à son chef de travaux.

- Avril 1978, le professeur du lycée d'enseignement professionnel (LEP) s'oppose au maintien dans l'établissement de 92 maîtres-auxiliaires, ce qui équivaut en fait à des licenciements.

- C'est pourquoi, à l'appel de la section SGEN-CFDT, des enseignants syndiqués CFDT, CGT, FEN, du LEP de Pavillon-sous-Bois (93) ont fait grève le mardi 22 mai sur les mots d'ordre : annulation des sanctions, réintégration de nos collègues.

L'assemblée générale des grévistes

EXPULSION DE SELINI TAOUFIK : MANIFESTATION A REIMS

Jeudi 18 mai, près de deux cents personnes ont manifesté dans les rues de Reims pour protester contre l'expulsion de Selini Taoufik, étudiant tunisien à Reims depuis trois ans. Selini a été arrêté après un contrôle à Paris dans le métro. Sa carte de séjour n'étant pas en règle, il devait être expulsé le 19 mai.

Cette expulsion s'inscrit dans le cadre des mesures prises contre les travailleurs et étudiants étrangers en France, les mesures Stoléru pour les travailleurs, les mesures Bonnet contre les étudiants : expulsion de ceux qui redoublent, qui n'ont pas de bourse de leur gouvernement ou qui n'ont pas de ressources suffisantes, de ceux pour qui « l'inscription à la faculté n'est qu'un prétexte pour se maintenir en France », etc.

C'est pourquoi nous avons manifesté jeudi et, parmi nous de nombreux étudiants étrangers (Tunisiers, Marocains ou d'Afrique noire).

Correspondant HR-Reims

CREYS-MALVILLE : LES GENDARMES MOBILES PROTEGENT LE CHANTIER

Les dirigeants d'une dizaine d'entreprises qui travaillent sur le chantier du surrégénérateur Phénix se sont réunis, mardi, pour réclamer que la liberté d'accès au chantier soit garantie par les forces de l'ordre. Les ouvriers de l'entreprise Fougerolle sont, en effet, en grève depuis le 8 mai pour la revalorisation des primes de déplacement, de meilleurs salaires et de meilleures conditions d'hébergement. Il est évident que les patrons dont les entreprises travaillent au surrégénérateur et l'Etat lui-même ne voient pas cette grève d'un bon œil. Aussi ont-ils fait appel aux gendarmes mobiles qui gardent les entrées.

• Hôpital St Anne-Paris

La machine administrative bloquée

Mercredi, les hospitaliers de l'hôpital Sainte-Anne, à Paris, entamaient leur neuvième jour de lutte. L'ensemble du personnel - médicaux, ouvriers, administratifs - refuse l'austérité de Barre et Simone Veil. Ce qu'ils veulent ? Des conditions de travail et des effectifs qui permettent aux in-

firmiers d'être au service des malades au lieu de jouer les bouche-trous ou les « gardes-fous », une prime de 250 F en parité avec les médicaux pour les ouvriers et les administratifs. La titularisation des auxiliaires.



Les grévistes de Sainte-Anne à la manifestation du 18 mai à Paris.

La direction, rencontrée une fois repoussé les revendications. Plus de trois cents hospitaliers avaient appuyé leurs délégués et, l'après-

midi, au piquet de grève, l'animation était grande : équipes de diffusion pour les tracts et pour faire signer des pétitions, visiteurs, journalistes. Divers hôpitaux ont envoyé des délégations ; l'idée d'une coordination et d'une lutte unie fait son chemin.

A Sainte-Anne, dans les assemblées générales quotidiennes (il y en a une le matin et, éventuellement, une le soir), on discute des formes de lutte et de son renforcement, de la popularisation et aussi de la conception des soins dans cet hôpital psychiatrique de pointe (un des médecins qui y exercent était président de la conférence mondiale).

On discute de la politique de santé du gouvernement, des problèmes de santé en général et de leurs liens avec le système capitaliste. La lutte elle-même révèle ces liens : les grévistes s'attachent à assurer les soins aux malades et leur action vise surtout à enrayer le fonctionnement administratif. Les rentrées d'argent sont interrompues. C'est justement le personnel administratif que la direction a menacé de réquisition pour essayer de briser le mouvement et de continuer à alimenter les caisses !

C'est bien aussi parce que l'hôpital n'est pas suffisamment rentable (on n'y consomme pas assez de médicaments, de matériel médical) qu'il existe un projet pour le transformer en hôpital général, beaucoup plus lucratif.

Les malades eux-mêmes s'intéressent et participent à la lutte. Les médecins sont contactés.

C'est un autre aspect de la lutte à Sainte-Anne : l'unité de toutes les catégories - hospitaliers ou hospitalisés, infirmiers ou personnel d'entretien et de service - se construit et se renforce dans la lutte à travers l'exercice de la démocratie, les initiatives et la mobilisation de tous.

Mercredi matin, le piquet de grève était en place au bureau des admissions. Seuls les noms, prénoms du malade et sa date d'admission sont enregistrés. Mais l'administration n'a plus les moyens de se faire payer par la Sécurité sociale. La lutte se durcit.

• LMT

Construire l'unité de toutes les usines du groupe

LMT, (le matériel téléphonique), filiale du trust Thomson, emploie près de 10 000 travailleurs. La téléphonie comprend les études, la fabrication et l'installation de centraux téléphoniques. Le principal client est l'Etat (PTT).

Depuis le 4 avril, près de deux cents travailleuses et travailleurs d'Orvault ont engagé l'action pour des augmentations de salaires (augmentations inversement proportionnelles aux salaires, c'est-à-dire profitant aux plus bas).

Actuellement, pour les ouvrières, la moyenne des salaires est de 2 000 F net. Les débrayages quotidiens varient selon les secteurs et sont organisés pour gêner le plus possible la production. Les assemblées générales de grévistes ont lieu régulièrement pour faire le point de la lutte et examiner la suite à donner.

Dès le début, les grévistes se sont affrontés à la répression patronale : cinq avertissements, cent personnes au chômage technique pendant deux jours, trente-cinq mises à pied de deux et trois jours, soixante retenues de salaires de 15 à 40 % en plus des retenues pour les heures de grève.

Mercredi 17 mai, le mouvement s'est durci. Les grévistes forment un piquet de

grève. La direction riposte par le lock-out de l'usine et en assignant deux res-



Gala de soutien, le 19 mai, à Orvault.

ponsables syndicaux CGT-CFDT devant le tribunal des référés. Le jeudi 18 mai, jour où les délégués passaient au tribunal, cent au-

tres travailleurs débrayent avec les grévistes.

Le vendredi 19 mai, un nouveau piquet de grève entraîne la fermeture de l'usine pour la journée. Le soir, un gala de soutien réunit cinq cents personnes.

Le lundi 22 mai, ils dé-

brayent

vistes y diffusent un tract le matin, passent dans les bureaux et ateliers en engageant des discussions avec les travailleurs. Dans la cour de l'usine, des panneaux expliquant leur lutte de façon vivante sont exposés. Une collecte de soutien recueille environ 2 000 F.

tion générale. Durant trois heures, deux directeurs sont retenus. En fin d'après-midi, une petite assemblée générale se tient pour envisager la poursuite du mouvement. Sont présents ceux d'Orvault, des représentants des sections CGT, CFDT de Boulogne et Montrouge ainsi que de la section CGT de Trappes.

De nombreuses interventions vont dans le même sens : « Il faut lutter tous ensemble dans tous les établissements de LMT ». Finalement, la décision est prise d'organiser, le mardi 30 mai, une journée de lutte sur tous les établissements.

Depuis le début du conflit, des contacts étaient pris entre les sections CGT et CFDT de LMT. Une information avait été faite et le soutien organisé, mais des hésitations existaient pour préparer une action commune. Les travailleurs d'Orvault, par leur détermination, leurs initiatives ont débouqué la situation.

Bien sûr, la mobilisation est inégale selon les établissements, mais un premier pas vers l'unité a été franchi avec l'organisation de cette journée et la suite qu'elle aura.

Accompagnés par des travailleurs de Boulogne qui ont débrayé à l'appel des sections CGT et CFDT, les grévistes vont voir la direc-

Pour la première fois

Des journalistes américains au Kampuchéa Démocratique (Cambodge)

Ce sont des membres du Parti communiste (ML) des USA

Le 22 avril dernier, des Américains débarquaient à l'aéroport de Phnom Penh, à celui-là même d'où était parti, tout juste trois années plus tôt, un ambassadeur chassé son drapeau replié sous le bras. Ces Américains qui arrivaient ainsi au Kampuchéa pour une semaine, c'étaient quatre journalistes de « The Call », le journal du Parti communiste (ML) des USA... Nous publions ici, en deux parties, le passionnant récit qu'ils ont fait à leur retour du Kampuchéa nouveau.

« Vous êtes les premiers Américains à rendre une visite amicale dans notre pays depuis la Libération, le 17 avril 1975. Nous vous souhaitons la bienvenue en tant que véritables représentants du peuple américain. »

C'est avec ces mots, que les dirigeants du Parti communiste du Kampuchéa et du gouvernement du Kampuchéa démocratique ont accueilli notre délégation de quatre journalistes de « The Call » alors que nous descendions de l'avion sous le soleil brûlant de l'aéroport Pochentong de Phnom Penh, le 22 avril.

En fait, nous étions les premiers Américains à visiter le Kampuchéa depuis plus de trois ans et seul un petit nombre d'étrangers avaient pu le faire.

Du fait de la vaste réorganisation de la société et du gigantesque travail de reconstruction nationale, le Kampuchéa avait pratiquement fermé ses portes aux touristes et aux visiteurs étrangers depuis la grande victoire de la révolution de 1975, qui a mis en échec l'impérialisme américain et le gouvernement fantoche de Lon Nol.

A quoi allait ressembler le Kampuchéa ? Quels changements étaient apparus durant ces trois dernières années de révolution et de construction socialiste ? Qu'en était-il des histoires horribles de « génocide » et de « violations des droits de l'homme » au Kampuchéa qui sont apparues avec vice et régularité dans la presse américaine ?

C'étaient quelques unes des questions qui nous préoccupaient durant le voyage entre Pékin et Phnom Penh.

A partir du moment où nous sommes arrivés jusqu'au moment où nous sommes partis huit jours plus tard, nous avons posé, entre autres, ces questions à diverses reprises.

Nous avons interrogé les paysans et les ouvriers. Nous avons interrogé les jeunes et les vieux, les hommes et les femmes. Nous avons interrogé les dirigeants du parti communiste tout comme les non-communistes.

Ils ont répondu à nos questions, avec mille détails. Mais en

général, la réponse était la même : le peuple est libre et libéré dans la nouvelle société, à l'inverse de l'ancienne société où il était opprimé de façon inhumaine, exploité et souvent au bord de la famine.

Sur la route No 7, une route traversant plusieurs villes et villages qui ont été complètement détruits pendant la guerre, nous avons arrêté un groupe de paysans qui construisait un nouveau barrage près de la route. Nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient de la nouvelle société.

Un vieil homme répondit en ce sens :

« La vieille société était comme l'obscurité. Il n'y avait pas un jour où je ne souffrais pas, souffrance de la faim, souffrance de la maladie, souffrance de travailler pour des seigneurs féodaux. Aujourd'hui, c'est la lumière toujours éclatante au Kampuchéa. La souffrance est passée et terminée. Nous avons assez à manger, la malaria est presque vaincue, j'ai même appris à écrire ! Maintenant, nous travaillons pour nous-mêmes, et non pour quelques maîtres ».

Partout où nous sommes allés, nous avons vu le plus grand enthousiasme et un inimaginable esprit de travail.

Les efforts des masses sont surtout dirigés aujourd'hui vers l'agriculture et l'irrigation pour résoudre le problème de la nourriture.

Bref, bien qu'il y ait généralement assez de riz pour nourrir la population entière de trois millions d'habitants, le problème de l'approvisionnement en riz n'a pas été complètement résolu contre une sécheresse possible. Pour cette raison, barrages, réservoirs, canaux sont en construction partout.

Nous avons vu une digue qui était inscrite sur les tableaux des experts étrangers depuis plus de dix ans. Ces experts proclamaient qu'il ne serait pas possible de la construire en raison de plusieurs problèmes techniques.

Mais après la Libération, elle fut terminée en cinq mois grâce à la mobilisation d'environ 10 000 paysans qui ont fait tout le travail de leurs mains sans

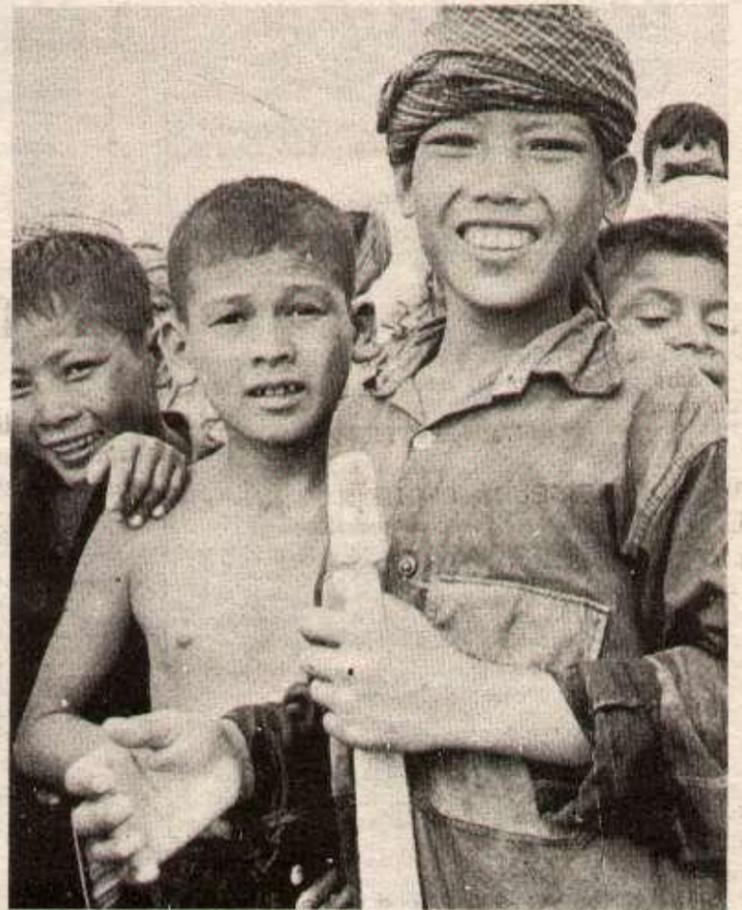
aucune machine. Ce barrage est appelé « barrage du 5 janvier » d'après la date du début des travaux, en 1976.

AVEC DE L'EAU...

« Avec de l'eau, on a du riz et avec du riz, on a tout ». C'est le mot d'ordre des travailleurs et des paysans à travers la campagne. Ils s'efforcent de résoudre le problème de la stabilisation de l'approvisionnement en riz et développent l'industrie sur la base d'un système agricole solide.

Il n'y a aucun problème pour que les masses saisissent l'importance politique de ce slogan. Même par une température élevée, nous avons vu des paysans faire la course pour déplacer des seaux de terre, pour débayer de gros rochers dans le but de creuser des réservoirs. Nous avons vu un peuple chantant, souriant et riant car ils savaient que le nouveau monde qu'ils étaient en train de construire au Kampuchéa leur appartenait.

Sur un autre chantier, le long de la route No 7, nous avons vu plusieurs milliers de paysans creusant avec ardeur un canal. A ce chantier particulier, j'ai interpellé un groupe de paysans



Des enfants venus à notre rencontre, près de Takea, nous étions les premiers Américains qu'ils voyaient depuis trois ans. (photo « The Call »).

pour leur demander s'ils savaient que la presse occidentale rapportait que le travail au Kampuchéa était faite à coups de crosse. Ils ont ri et ont répondu oui, ils avaient entendu dire que ces mensonges avaient été répandus. Un homme m'a dit : « C'était dans le vieux temps que nous étions forcés de travailler. Aujourd'hui, personne ne nous force ».

ET CHEZ VOUS ?

Un autre ajouta : « Nous avons eu des nouvelles de votre grève des mineurs et malgré tout le pouvoir des impérialistes américains et tous leurs fusils, ils n'arriveront pas à forcer ces travailleurs à travailler contre leur

gré. Alors le tout petit Kampuchéa peut-il forcer son pauvre peuple à travailler si celui-ci ne veut pas le faire ? ».

Ont-ils raconté cela pour notre plaisir comme les propagandistes des impérialistes le diront sûrement ? Les ouvriers et paysans que nous avons photographiés ont-ils parlé pour réciter des discours préparés d'avance ?

Impossible ! Nous avons parcouru plus de 1 100 km pendant ces quatre jours à travers la campagne du Kampuchéa et nous nous sommes arrêtés là où nous voulions nous arrêter. L'adhésion au nouveau Kampuchéa que nous avons vue partout était authentique et sincère.

A suivre...



« Nous travaillons parce que nous le voulons », nous ont dit des femmes rencontrées le long de la route

Palestine vit et résiste

فلسطين تقاتل وتعيش

1948

1978



Avec le Groupe des Arts populaires de la Révolution palestinienne

(Chants, danses, poèmes, artisanat, spécialités palestiniennes) et le Dr Fathi Awfat, président du Croissant rouge palestinien

Dimanche 28 mai de 14 à 19H
Municipalité 24, rue St Victor, Paris 5e (Métro: Malesherbes)

Union générale des étudiants de Palestine
Association Médicale Franco-Palestinienne

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qui ouvrait l'ère de libération de tous les peuples opprimés, le peuple palestinien s'est vu imposer un nouveau joug colonial, parmi les plus implacables.

En 1948, l'installation de l'entité sioniste d'Israël sur la patrie palestinienne a dépossédé le peuple palestinien de son identité nationale en ne lui laissant d'autre choix que l'exode, l'occupation militaire ou les massacres.

Bien que fondé et maintenu par le terrorisme d'État, par des guerres successives dans la région et le soutien actif de l'impérialisme, Israël n'a pas pu détruire ni vaincre le peuple palestinien. Au contraire, face à ce complot impérialiste, celui-ci n'a cessé de renforcer sa conscience nationale, de développer ses organisations de masse, d'enrichir son patrimoine culturel. Son existence s'affirme au monde par sa lutte armée et politique. C'est cette lutte qui frappe de plein fouet le 30e anniversaire de l'Israël sioniste et raciste. C'est cette lutte qui permet aujourd'hui au Groupe des Arts populaires de la Révolution palestinienne de venir à Paris nous apporter le témoignage de la vie bien réelle du peuple palestinien.

Venez nombreux applaudir les artistes palestiniens c'est un combat important pour leur peuple et pour le nôtre.

COMMUNICATION DE PRESSE

Une journée culturelle pour la Turquie est organisée par l'Union des Étudiants de Turquie en France le 28 mai à 14 h 30. Un montage poétique des œuvres de Nazim Hikmet par Jean-Michel Foucault, une pièce théâtrale « La mine d'Alpagut » par un groupe d'étudiants et de travailleurs participant actuellement au 2e festival international du théâtre libre à Berlin, des danses folkloriques, des chants populaires par le chœur de l'UETF et par la bande kurde Temo, seront les principales manifestations de cette journée culturelle. Dimanche 28 mai, à 14 h 30, Palais des Glaces, 37, rue du Faubourg du temple - Métro : République.

● Montpellier

Avec la Colombière, tous en grève vendredi !

Le 24 mai, la direction du CHR de la Colombière a affiché un ordre de nomination (de réquisition) concernant 116 agents grévistes pour le 25 mai.

Aussitôt les grévistes de la Colombière ont riposté en refusant de signer cet ordre de nomination, véritable mesure anti-grève et ont voté la poursuite de la grève pour le 25 mai. Ils ont assigné la direction en référé pour gagner du temps.

LA PROVOCATION DE FO PART EN FUMÉE

Le 23 mai, 12 pontes FO ont tenté de diffuser un tract qui est une véritable insulte aux travailleurs (les grévistes se sont opposés fermement à cette diffusion et les tracts sont partis... en fumée. Il faut dire

que FO refuse de participer à la grève y compris M. Peraldi, conseiller municipal radical de gauche, membre de FO, qui a eu le toupet de venir, en tant que conseiller, dire qu'il soutenait les grévistes.

TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS !

« Les travailleurs de la Colombière sont en grève depuis le 11 mai, demain nous serons encore en grève et nous tiendrons encore plus longtemps s'il le faut mais il faut se rendre à l'évidence, si les autres hôpitaux ne nous rejoignent pas la direction ne cédera pas » déclarait un gréviste de la Colombière mardi soir devant 350 travailleurs de la Santé réunis à la bourse Travail. Cette question de la

A propos de la Conférence franco-africaine

Concentrer l'essentiel des coups sur la cible principale

(Suite de la page une)

Après l'Angola, les deux coups d'État manqués au Soudan, la tentative de paralyser l'Égypte, le Zaïre, l'Éthiopie, c'est de nouveau le Zaïre qui est choisi par l'ogre russe comme devant être sa victime. Selon sa tactique, qu'il a affirmée au cours de différentes expériences, le social-impérialisme russe s'arrange pour ne pas apparaître comme étant dans le coup. Pour cela, il agit par mercenaires interposés, en l'occurrence les Cubains (en Angola, en Éthiopie notamment). Mais, comme tout le monde commence à le savoir et que de nombreux pays africains dénoncent ces manœuvres, il cherche d'autres solutions quand c'est possible.

Le Zaïre a une longue frontière commune avec l'Angola. Comme les Soviétiques-Cubains sont fortement implantés en Angola, ils s'en servent de base d'appui, soutiennent matériellement et entraînent militairement des mercenaires « katan-

gais » qui, avant l'indépendance de l'Angola, servaient de mercenaires à l'impérialisme américain et au colonialisme portugais.

— En France, il y a 55 millions d'habitants ; à Cuba 8 millions.

— Les effectifs militaires de Cuba en Afrique s'élevaient de 34 000 à 34 500 (soit 15 % de leurs effectifs militaires) dont 21 000 en Angola, et pour la France à 14 000.

Aux militaires cubains, il faut ajouter les nombreux « conseillers » soviétiques et on parle de plus en plus d'Allemands de l'Est !

Cette comparaison de chiffres se passe de longs commentaires.

Le social-impérialisme russe et ses alliés essaient de déplacer les projecteurs sur l'impérialisme français alors que, dans les faits, ils sont avant braqués sur eux !

Alors, quel est l'impérialisme le plus dangereux en Afrique ?

La France, comme tous les autres pays impérialistes européens (pays du second monde) ne peuvent nullement prétendre à l'hégémonie mondiale. La su-

perpuissance américaine elle-même est sur la défensive.

Ainsi, la cible principale, celle sur laquelle doivent être concentrés l'essentiel des coups, c'est le social-impérialisme russe.

C'est donc dans ce cadre-là (en fonction de la contradiction principale) qu'il faut replacer toutes les contradictions existantes. C'est le cas notamment de la décision de la conférence franco-africaine de créer une force de sécurité inter-africaine dans laquelle l'impérialisme français compte jouer un rôle important.

Les peuples d'Europe doivent s'unir aux peuples et pays d'Afrique. Ils doivent pour cela lutter contre les menées des impérialistes européens et bien entendu, en ce qui nous concerne, avant tout contre les agressions perpétrées par l'impérialisme français.

Mais il ne faut pas oublier que la cible principale, comme le danger principal commun, contre lesquels doit être concentré l'essentiel des coups, sont constitués par les deux super-

puissances, et tout particulièrement par la plus dangereuse et la plus agressive : le social-impérialisme.

Mais, prendre à l'heure actuelle l'impérialisme français comme cible principale, le présenter comme le principal gendarme de l'Afrique, tel que le font les dirigeants révisionnistes du PCF et les trotskistes, c'est en fait faciliter la pénétration du social-impérialisme en Afrique, lui donner des armes pour, par la suite, asphyxier l'Europe.

Bien sûr, tout en concentrant l'essentiel des coups sur la cible principale, les peuples et pays d'Afrique luttent également contre les autres impérialistes quand ils les agressent ou veulent étendre à leurs dépens leur influence. Ainsi, les luttes de libération nationale se développent comme au Zimbabwe, en Azanie, en Namibie. Au Sahara occidental, au Tchad et ailleurs, ils s'opposent à toute ingérence étrangère y compris celle de l'impérialisme français.

Claude LEBRUN



25e congrès de la fédération EDF-CFDT

Grèves à EDF-GDF

les 1er et 6 juin

Giraud, nouveau ministre de l'Industrie et ancien patron du Centre de l'énergie atomique (CEA), vient de déposer un projet de loi sur les économies d'énergie prévoyant l'utilisation de la vapeur des centrales thermiques et nucléaires pour le chauffage urbain.

Mais ce projet prévoit également que ces centrales pourraient ne plus être du ressort d'EDF. Tout monopole privé pourra dorénavant construire sa propre centrale nucléaire. Ce projet présente le danger de la dissémination, sans aucun contrôle, des centrales nucléaires avec tous les risques que cela comporte pour les travailleurs et la population puisque la sécurité passe toujours en dernier dans le système capitaliste régi par la loi du profit.

Par ailleurs, ce projet contribuera à diviser les travailleurs qui ne relèveront plus du statut du personnel de l'EDF. Face à ces dangers, les fédérations

CGT et CFDT d'EDF ont lancé un mot d'ordre de grève de quatre heures, avec coupures, pour le 1er juin, jour où le projet Giraud est soumis en commission à l'Assemblée. Elles prévoient des délégations auprès des parlementaires, etc., mettant en avant « la mise en cause d'un fondement de la loi de nationalisation de 1946 » et non les dangers réels du projet.

Les fédérations CGT et CFDT ont également décidé le principe d'une grève de 24 h le 6 juin, jour du débat du projet à l'Assemblée, avec une manifestation nationale à Paris. Mais d'une part, cette grève n'est pas annoncée par les fédérations actuellement. D'autre part, elles ne prévoient rien pour consulter les travailleurs sur la suite de l'action jusqu'à l'échec du projet Giraud. Il n'en demeure pas moins qu'il s'agira de la première grève à EDF-GDF, non seulement depuis les élections, mais depuis que la Fédération CGT a refusé

de reconduire la grève de décembre 1977.

Il est possible de mettre en échec le projet Giraud, mais pour cela il est nécessaire de mobiliser réellement le personnel EDF-GDF sur autre chose que deux journées. Celles-ci ne permettront pas de faire reculer le gouvernement. La mobilisation des travailleurs doit déboucher sur une grève globale des travailleurs EDF-GDF aussi longtemps que le gouvernement ne cédera pas. La liaison avec les usagers sera aussi nécessaire afin de déjouer les plans du gouvernement qui va, une nouvelle fois, tenter d'opposer travailleurs d'EDF-GDF et usagers.

Il y va de la sécurité de dizaines de millions de gens. Cela nécessite donc d'envisager toutes les formes de luttes possibles et imaginables.

Correspondant HR
(En direct du 25e congrès FGE-CFDT à Lille)